

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

(AE)

MAITRE DE L'OUVRAGE
COMMUNE DE LABRUYERE

OBJET DU MARCHE

CONSTRUCTION d'un BATIMENT COMMUNAL
sise place Publique - 60140 - LABRUYERE

Lot N°

PROCEDURE ADAPTEE suivant les articles L2123,1 R 2123,1 R,2123,4 à 6 du
code de la commande publique

DATE DU MARCHE

MONTANT

IMPUTATION

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE

Monsieur le MAIRE DE LABRUYERE

--

Personne habilitée à donner les renseignements - MONSIEUR LE MAIRE DE LABRUYERE
--

ORDONNATEUR MONSIEUR LE MAIRE DE LABRUYERE

Comptable public assignataire Monsieur le Receveur Municipal DE LABRUYERE
--

ARTICLE I – CONTRACTANT :

JE SOUSSIGNE

NUMERO d'identité d'établissement SIRET

CODE APE :

NUMERO au REGISTRE DES METIERS ou du COMMERCE

Après avoir pris connaissance

- du CCAP
- du CCPT
- des plans du projet

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les travaux ci-après définis

L'offre ainsi présentée ne me liant toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date de remise des offres fixée dans la lettre de consultation.

ARTICLE II – PRIX :

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal et se décomposant ainsi

Lot N°

Montant ht

TVA 20%

MONTANT TTC

ARTICLE III – DELAIS :

Les travaux seront exécutés dans un délai global de DOUZE MOIS compris congés payés, intempéries et période de préparation à compter de la date de démarrage des travaux fixée par l'ordre de service de commencer les travaux

ARTICLE IV : PAIEMENT :

Le maître de l'ouvrage se libérera de sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

TITULAIRE DU COMPTE :

CODE BANQUE :

N° DU COMPTE

ETABLISSEMENT ET ADRESSE :

ARTICLE V - ASSURANCES -

L'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance individuelle de "Responsabilité Civile de Chef d'Entreprise" couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité dans le chantier, au titre des articles 1382 et suivants du Code Civil et notamment des conséquences pécuniaires de dommages corporels ou immatériels.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78.12 du 4 JANVIER 1978 et de ses textes d'application relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, l'entrepreneur doit de même justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance couvrant la responsabilité qui peut être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos des Travaux de bâtiment pendant la durée découlant des dispositions de l'article 2270 dudit Code Civil.

ARTICLE VI - RESILIATION - conforme au C.C.A.G.

ARTICLE VII NANTISSEMENT - SANS OBJET

ARTICLE VIII - ARTICLE 50 DE LA LOI N°52.401 DU 14 AVRIL 1952 -

L'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la Société pour laquelle il intervient, que ladite Société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction édictée par l'article 50 de la Loi n°52.401 du 14 AVRIL 1952 et visée par l'article 43 et 44 du Code des marchés publics

L'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché à mes torts , frais et sans indemnité que les renseignements prévus aux 2^{ème} aux b et c de l'article 45. et I de l'article 46 sont exacts

ARTICLE XIX- DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX -

Dérogation à l'article 2.22 du C.C.A.G. apportée par l'article III du présent marché.

Dérogation à l'article 11.4 du C.C.A.G. apportée par l'article XIV du présent marché.

Fait en un seul original

A

LE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A LABRUYERE le

Le responsable du marché

Monsieur le MAIRE DE LABRUYERE

NOTIFICATION DU MARCHE :

Reçu notification du marché le
L'entrepreneur ,